

# Les différents acteurs se concertent

C'est une première dans l'histoire politique de la Mauritanie depuis le déclenchement du processus démocratique en 1991. Des leaders politiques de tous bords, des membres de la société civile et des partenaires au développement se sont retrouvés autour d'une table, pour traiter, sans passion, de la question épineuse qu'est le marasme économique que connaît le pays. Les participants à l'atelier organisé par le PNUD à cette occasion, auront tenté, à travers des communications présentées par d'éminents économistes, d'identifier les atouts et contraintes de l'économie mauritanienne en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Lutte contre la pauvreté ou la paupérisation (c'est selon), nécessité d'une redistribution équitable des ressources, baisse et généralisation de la fiscalité pour toutes les entreprises dans le pays, ou encore, ces axes et bien

d'autres ont été au centre des débats au cours de cet atelier dont le thème, fort évocateur est, "L'économie mauritanienne: atouts et contraintes pour la réalisation des OMD".

L'idée n'est pas nouvelle. Au lendemain de la présidentielle de novembre 2003, alors que pouvoir et opposition se regardaient encore en chiens de faïence, la représentante résidente du PNUD, Mme Cécile Molinier, avait, dans le souci de renforcer le dialogue entre les différents acteurs de la scène nationale, introduit une requête auprès des autorités mauritaniennes pour l'organisation des rencontres allant dans ce sens. Le premier ministre avait alors donné son accord de principe. Mais à l'époque une certaine frange de l'opposition n'ayant pas saisi la portée d'une telle démarche, s'est montrée réticente, voire critique. Le premier ministre se rétracte et l'initiative est alors mise en veilleuse. Aujourd'hui que les esprits se sont apaisés, Le PNUD réchauffe le plat et, cette fois-ci, tout le monde semble déterminé à se pencher sur la question.

# Les différents acteurs se concertent

D'emblée, le directeur de la MAURIPOST, modérateur de l'atelier, a tenu à préciser que la finalité de ces rencontres, " est de rapprocher les positions des uns et des autres au profit de (notre) avenir commun ". A la seule lecture des trois communications présentés au cours de cet atelier, l'on s'aperçoit que, comme le constate Cécile Molinier, " l'esprit partisan a été absent dans ces rencontres et que le débat a été maintenu à un niveau très élevé ". Si le constat général qui a prévalu tant dans les communications qu'au niveau des interventions des participants, est que l'économie mauritanienne passe par des moments chaotiques, il s'avère que les uns et les autres ont des appréciations différentes sur les raisons qui ont conduit à cette situation.

## " Une fiscalité élevée "

La Mauritanie, dira dans sa communication Isselmou Ould Mohamed, consultant, " est classée parmi les pays les moins avancés avec un PNB/habitant estimé à moins de 400 dollars par an ". Dans son analyse, il souligne que les secteurs ayant contribué à la création de la richesse nationale en 2001 sont l'élevage (13,3%), les mines (10,3%), les transports et télécommunications (11,5%), le commerce, restaurants, hôtels (18%) et les industries manufacturières (6,4% dont 3,7% pour les industries de pêche). Par ailleurs, constate-t-il, " près de la moitié de la population vivrait encore en dessous du seuil de la pauvreté (46,3% en 2000) ". En 2003 le rapport mondial sur le développement humain, situe le pays au rang de 154ème sur 175. Pourtant, poursuit Isselmou dans son rapport, " malgré une situation de déséquilibres structurels graves, des progrès ont été enregistrés au cours des deux dernières décennies ". Et après une longue période de réformes engagées dans le cadre de programmes d'ajustements structurels, " on est arrivé à stabiliser le cadre macroéconomique ". L'économie fut, selon lui, " maintenue entre 1994 et 2002 au niveau raisonnable moyen de 4,3% de taux de croissance par an (4,9% en 2003) ". Reste qu'à l'instar de la plupart des participants, Isselmou Ould Mohamed se montre réservé par rapport aux données statistiques, qui seraient peu fiables dans ce pays. Mais la réalisation des OMD, nécessite, selon lui, au delà de la mobilisation sociale, des moyens matériels et humains que " seule une croissance soutenue par des politiques économiques efficaces est à même de rendre accessibles ". Pour le reste, les intervenants se rejoignent, même si pour Ch'bih Ould Cheïkh Meaïnine, président du Front Populaire, la crise est beaucoup plus profonde. Aussi, selon lui, la lutte contre la pauvreté ne peut, comme le pense le pouvoir, " se substituer à une politique de répartition équitable ". Les deux actions ne relèvent pas de la même rubrique, soutient-il dans sa communication. Car explique-t-il, " la première relève de la solidarité sociale, tandis que la seconde se rapporte à la stratégie de développement économique ". La lutte contre la pauvreté passant, note-t-il par l'arrêt d'une certaine politique de paupérisation, qui se

caractérise par une mauvaise répartition des revenus et entraîne par delà la concentration excessive de la richesse entre les mains d'une minorité.

Pour le docteur Mohamadou Wagué consultant et professeur à l'université de Nouakchott, " la compétitivité est au cœur de la survie et du développement de tous les pays dans un contexte international caractérisé par une globalisation irréversible et une agressivité de la concurrence entre entreprises et nations ". La Mauritanie doit donc mettre en place un système économique efficace adapté au contexte mondial pour ne pas rester en marge de l'évolution qui s'amorce à tous les niveaux de la vie des nations. La réalisation de tels objectifs passe nécessairement par la réhabilitation des systèmes administratif et judiciaire du pays. La désarticulation de l'appareil étatique conduit à une confusion dans les tâches et compromet l'efficacité des services. Les participants ont ainsi noté un chevauchement entre les missions des départements de l'Industrie, du commerce et du Ministère des Affaires Economiques et du Développement. Ce dernier ne laissant aux deux premiers que la portion congrue des compétences, qui devraient pourtant être les leurs. Dans la même foulée, les participants dénoncent l'omniprésence du Commissariat aux droits de l'Homme, à la lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion. Celui-ci serait partout pour finalement, constatent les participants, " n'être nulle part ailleurs ". Autre phénomène caractéristique de notre administration, la floraison des cellules de gestion qui font leur apparition partout où les sous se font sentir, réduisant du coup, les responsables dans les départements ministériels concernés en simples " préposés de dépenses ". En plus de la nécessité, de baisser la fiscalité, de mettre sur pied un code d'investissement à même d'assurer un climat d'affaires sain et de réduire la tarification douanière, les participants ont encouragé la naissance d'une corporation de défense des consommateurs et de promotion des produits nationaux. Ce qui passe par la réhabilitation du Conseil Economique et social, qui doit regrouper tous les acteurs de la vie sociale dans le pays.

Mais au delà de ces recommandations et de quelques joutes verbales constatées par ci et par là, cet atelier restera dans les annales comme étant celui qui aura pour la première fois mis autour d'une seule table des hommes d'affaires ou politiques toutes tendances confondues, des syndicalistes et faucons du patronat national et des membres de la société civile, tous animés par un seul souci : sauver la Mauritanie pour le bien être de tous. Et le PNUD aura gagné une partie sur laquelle personne ne parier un seul sou il y a encore quelque temps. Pourvu que les choses continuent sur cette lancée ; En attendant, rendez-vous est pris pour les 19 et 20 novembre prochains à Nouadhibou.